



Bulletin d'information

Numéro 16

Juillet, 2006

4, Rue de Pascale
1040 Bruxelles, Belgique

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2007 DE CARITAS INTERNATIONALIS UN NOUVEAU CADRE STRATÉGIQUE POUR LA CONFÉDÉRATION

Editorial de Marius Wanders, *Secrétaire Général de Caritas Europa*

Les préparatifs de l'Assemblée Générale 2007 de Caritas Internationalis (CI) vont bon train. Les Coordinateurs régionaux et l'équipe de gestion du Secrétariat Général ont été désignés par le Bureau de Caritas Internationalis en tant que comité préparatoire pour la prochaine Assemblée Générale de CI. Le thème de cette assemblée de 2007 sera : *Témoins de charité, artisans de paix*.

L'un des objectifs de l'Assemblée Générale 2007 est d'établir un **nouveau cadre stratégique**, afin de pouvoir fournir à la Confédération des directives actualisées pour les quatre prochaines années (de 2007 à 2011). Ce nouveau cadre identifiera les sujets stratégiques à traiter en priorité par la Confédération et développera au sein de ceux-ci les objectifs stratégiques à long terme à réaliser au cours de ces quatre années. Le nouveau cadre stratégique s'appuiera sur la stratégie existante, sa mission, sa vision et ses valeurs ainsi que sur ses principes. Il sera également fondé sur une analyse contemporaine du fonctionnement externe et interne de la Confédération. Le nouveau cadre stratégique constituera la base du plan de travail détaillé de la Confédération, qui sera élaboré à l'issue de l'Assemblée Générale.

Le Bureau de CI a mandaté la création d'un petit groupe de travail spécial qui préparera la première ébauche de ce cadre stratégique en étroite concertation avec les principaux intervenants durant la période précédant l'Assemblée Générale. Les membres de ce groupe de travail sont : Duncan McLaren (Secrétaire Général de CI), Sœur Roseanne Mallillin (Directrice de Caritas Philippines), Walter Blake (CRS Pérou), Samuel Mulafufu (Directeur de Caritas Zambie) et Marius Wanders (Secrétaire Général de Caritas Europa). Marius Wanders a été choisi pour diriger ce groupe de travail.

Veillez noter que durant la période précédant l'Assemblée Générale, les membres de ce groupe de travail sont susceptibles de contacter votre organisation Caritas pour obtenir des informations afin d'élaborer une première ébauche du cadre stratégique.

REUNION DE SUIVI SUR LA COMMUNICATION ET LA COLLECTE DE FONDS

Par Annalisa Mazzella, *Responsable du Plaidoyer et de la Communication de Caritas Europa*

La réunion de suivi de Caritas Europa (CE) concernant la Communication et la Collecte de fonds a eu lieu les 12 et 13 juillet aux bureaux de CAFOD à Londres. L'événement a réuni les représentants de quelques organisations membres afin de discuter de l'importance de la communication pour faciliter et améliorer la collecte de fonds et pour explorer de nouveaux liens entre la communication et le secteur des médias.

La réunion de suivi concernait certains points abordés lors du Forum sur la Communication de CE en 2005, ainsi que l'introduction de sujets tels que les legs comme mode de financement, l'exploration de données, les différents modes de collecte de fonds et l'e-marketing.

Présidée par Holly Ball, responsable de la collecte de fonds et du marketing à CAFOD et Jean-Marie Destrée, Directeur du développement chez Secours catholique-Caritas France, la réunion a compté la présence de M. Richard Radcliffe, expert en financement par legs de la FInst Cert, qui présenta sous le titre « Bringing Legacy Campaigns to Life » ses idées et conseils sur la façon de préparer avec succès une telle campagne. Parmi les autres participants, se trouvaient également Beth Brook, responsable du marketing legs à CAFOD; Jean-Marie Destrée de Caritas France; Alexandra van Nieuwenhuyzen, responsable de la collecte de fonds et de la communication chez « Mensen in Nood »/CORDAID-Caritas Pays-Bas; Paul

Vulpiani, responsable de l'e-marketing et l'évaluation à CAFOD; Jane Kronner, Coordinatrice éditoriale à Caritas Internationalis, et Patrick Nicholson, responsable des relations média à CAFOD. Les participants ont présenté leurs idées pour assurer le suivi des sujets abordés au forum de 2005. Ils ont examiné les différentes possibilités de partager l'expérience en matière de collecte de fonds avec les organisations membres moins expérimentées tout en approfondissant leur collaboration. Le groupe a également discuté de l'éventualité d'une conférence internationale sur la collecte de fonds au niveau de Caritas Internationalis. Annalisa Mazzella, responsable du Plaidoyer et de la Communication, a présenté les mises à jour de CE.

DANS CE NUMÉRO:

Editorial par Marius Wanders	1
Réunion de suivi sur la Communication et la Collecte de fonds	1
Entretien avec Kristina Misiniene, Caritas Lituanie	2
Séminaire sur le partenariat/coopération interrégionale	3

Le point sur les organisations membres	3
Le point sur les institutions et le travail de plaidoyer	4
Le point sur les événements et projets	5

KRISTINA MISINIENE (CARITAS LITUANIE) :

« UN HÉROS OEUVRANT CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE »

Par Alain Rodriguez, *Editeur Web Caritas Europa – arodriguez@caritas-europa.org*

Voilà plus de dix ans que Kristina Misiniene lutte contre la traite des êtres humains. Elle est la fondatrice et coordinatrice en chef du service d'aide aux victimes le plus important du pays, appelé **Aide aux victimes de la traite des personnes et de la prostitution à Caritas Lituanie**.

Le Ministère des affaires étrangères des EE.UU. a récemment récompensé ses efforts et bonnes pratiques en la reconnaissant en tant que « Héros œuvrant contre l'esclavage moderne ». Cette reconnaissance accentue ses efforts inlassables pour diffuser un message de lutte contre la traite d'êtres humains en Lituanie et à l'étranger, tout en soulignant son dévouement sans borne et son engagement personnel envers les victimes.



« Je ne connais pas de prostituées disant être heureuses dans leur « travail ». Plus je travaille dans le domaine de la traite des êtres humains, mieux je comprends le lien entre celle-ci et la prostitution. »

Kristina est à l'origine de divers efforts de pression visant à convaincre le gouvernement d'entreprendre des actions plus fermes en matière de lutte contre la traite des personnes, d'éducation et de prévention.

Elle collabore avec d'autres ONG et mobilise plus de 30 volontaires pour élargir les services fournis aux victimes de cette traite. CE a contacté Kristina pour en savoir plus sur cette nomination et son travail.

CE : *Vous avez reçu le titre de « Héros œuvrant contre l'esclavage moderne » du Ministère des affaires étrangères des EE.UU. Etes-vous un héros ?*

KM : Je suis assistante sociale, je n'ai rien d'un héros. Mais en l'occurrence, ce titre s'adresse avant tout à toute mon équipe.

CE : *Cela fait bientôt dix ans que vous luttez contre la traite des êtres humains. Que pensez-vous de l'approche européenne dans ce domaine ?*

KM : De nos jours, le sujet de la traite des personnes se discute à tous les niveaux en Europe. Mais la réalité reste très difficile à entendre : le nombre de victimes augmente, les criminels s'organisent en gangs internationaux et leurs méthodes sont très subtiles.

CE : *Vous participez activement au réseau COATNET (Organisation de Caritas Europa pour la lutte contre la traite des femmes). Quel est l'impact de ce réseau sur votre travail ?*

KM : Il est d'une importance cruciale de collaborer avec des collègues ou d'autres experts travaillant dans le même domaine. Pour moi, c'était une véritable découverte de

trouver ce soutien chez COATNET et de rencontrer des gens avec la même attitude envers le problème de la traite des personnes et la prostitution.

CE : *Comment est financé votre projet ?*

KM : Le projet, lancé avec Caritas Lituanie, est financé par l'organisation catholique allemande RENOVABIS. Une aide précieuse pour débiter nos activités en Lituanie.

CE : *L'un de vos objectifs est de promouvoir une législation similaire au modèle Suédois, qui condamne les acheteurs de services sexuels, considérant les prostitués comme n'ayant pas le choix. Qu'aimeriez-vous dire à ceux qui prétendent que la plupart des prostitués choisissent délibérément la prostitution ?*

KM : Je ne connais pas de prostituées qui se disent heureuses dans leur « travail ». Plus je travaille dans le domaine de la traite des êtres humains, mieux je comprends le lien entre celle-ci et la prostitution.

CE : *En aidant psychologiquement les victimes de telles pratiques, vous êtes confrontée à des histoires terribles. Comment gérez-vous ce bagage émotionnel quand vous rentrez chez vous ?*

KM : Pour être honnête, ce n'est pas facile. Avec les années, on apprend à surmonter, mais c'est un travail qui exige beaucoup de sacrifices personnels.

Séminaire sur le Partenariat et la Coopération interrégionale : Partnership practice(s) – In line with our partnership principles? – Par Hervé Gauthier, *Stagiaire, Développement international et de la Paix, Caritas Europa – hgauthier@caritas-europa.org*

Le 20 et 21 juin 2006 s'est tenu à Bruxelles un séminaire organisé par Caritas Europa (CE) sur le partenariat et la coopération interrégionale, sous le titre de : « Partnership practice(s) – In line with our partnership principles? ». Plus de 40 participants ont assisté à cette réunion de deux jours, honorée par la présence de Denis Vienot, Président de Caritas Internationalis. Quatorze pays européens étaient présents, dont la République tchèque et la Slovaquie, ainsi que des partenaires du sud : Honduras, Ethiopie, Niger, Bangladesh et Somalie, qui ont eu l'occasion de présenter leur point de vue sur le partenariat. Ce séminaire constituait la suite des discussions tenues lors d'un atelier spécifique en octobre 2003 par les directeurs CE de la coopération internationale sur les principes de partenariat de Caritas.

L'ordre du jour reprenait des études de cas, un travail de groupe concernant des questions spécifiques relatives au partenariat et des sessions plénières rassemblant les différentes réflexions. Les participants ont été très dynamiques et honnêtes lors des discussions sur un apprentissage mutuel entre le Nord et le Sud. Tous les participants ont estimé l'événement utile et enrichissant et ont également souligné l'importance de donner assez d'espace aux partenaires du sud. De plus, l'événement était considéré comme une étape importante vers l'élimination de la polarisation Nord-Sud.

Quelques éléments soulignés lors du séminaire :

- Les présentations des différentes expériences ont reflété le manque d'attitude **axée sur l'impact** dans le travail de Caritas. En tant que réseau basé sur la foi, Caritas doit prouver que **l'esprit de partenariat est le meilleur moyen de fournir de l'aide**.
- **Le partenariat le plus efficace se base sur une relation existante sur laquelle se bâtit le projet et non le contraire**. Il faut prendre le temps de connaître les partenaires, leur histoire et le contexte avant d'engager des actions communes. Lorsqu'un partenariat implique des nations du Nord et du Sud, les acteurs de la coopération internationale doivent dépasser la relation de *donneur-bénéficiaire*. Le séminaire a suggéré plusieurs moyens d'obtenir une collaboration fructueuse. Tous les partenaires doivent avant tout s'associer de façon équitable dès le début, chacun essayant de comprendre les contraintes respectives de leurs partenaires (culturelles, financières, institutionnelles, etc.) et de **développer une responsabilité commune ainsi qu'une interdépendance**.
- Les partenariats doivent viser un renforcement des capacités locales afin de réaliser les objectifs à long terme. Il est important pour les partenaires du Nord de trouver le moyen de **faire partager l'esprit de partenariat parmi les acteurs de terrain**. Cela dépend également de la **capacité à capitaliser et renforcer la mémoire institutionnelle**, afin de développer des outils qui nous permettraient de tirer des leçons tout en évitant de commettre des erreurs.
- De plus, le **travail de plaidoyer** est souvent similaire dans les pays du Nord et du Sud. Il s'agit donc d'un domaine dans lequel des partenariats peuvent et doivent être développés dans le futur.
- Nécessité d'une réflexion plus approfondie sur la façon de donner un sens réel à la responsabilité conjointe et au travail de collaboration dans la pratique lors de **partenariats en cas de force majeure** quand le temps devient une contrainte centrale.
- Et enfin, **l'identité de Caritas en tant que structure basée sur la foi** est un concept-clé dans le cadre d'un processus de partenariat et parmi les organisations. Cependant, la question de cette identité devra être discutée plus amplement dans les années à venir.

Un rapport sera disponible à la mi-septembre, résumant les principales leçons tirées du séminaire et constituant une base pour de futures réflexions.

Le point sur les organisations membres: « L'EUROPE D'AUJOURD'HUI DOIT DEVELOPPER DES SERVICES DE SOINS A DOMICILE ACCESSIBLES »

CARITAS BULGARIE ACCUEILLE LA PREMIERE CONFERENCE SUR LES SOINS A DOMICILE A SOFIA

Information de Presse Caritas Europa. –

La première Conférence de Caritas Europa (CE) sur les soins à domicile s'est tenue du 29 au 30 mai 2006 à Sofia en Bulgarie. La conférence internationale était organisée par Caritas Bulgarie en collaboration avec une équipe d'experts provenant de différentes organisations nationales. Le défenseur était CE.

Les organisations Caritas travaillent sans relâche pour fournir des soins à long terme aux personnes âgées partout en Europe. Au fil des ans, Caritas a été témoin de l'augmentation continue du nombre de personnes âgées souffrant d'un manque de soins formels et informels. Et ce sont les personnes âgées d'Europe centrale et de l'Est qui en souffrent le plus.

Le pourcentage des plus de 65 ans en Europe est le plus élevé au monde, et le nombre de personnes de plus de 80 ans augmente rapidement. En Europe Centrale et de l'Est, les retraitées doivent continuer à travailler pour compléter leurs revenus. Vu l'augmentation de l'espérance de vie, le nombre et la durée des maladies chroniques sont également en hausse.

Le but de la conférence était de trouver le moyen de faire avancer le travail relatif aux soins effectué par les organisations membres de CE et de soutenir sa place d'acteur-clé au cœur du débat européen. Un autre objectif était d'intégrer les soins à domicile dans des réformes et des programmes significatifs aux niveaux national et européen.

Les soins à domicile peuvent suppléer les soins informels en tant que soins médicaux peu coûteux et efficaces. Parallèlement, ceux-ci renforcent la société civile en faisant le lien entre les responsabilités privées (familiales) et

communautaires à celles des gouvernements locaux et nationaux.

Marius Wanders, Secrétaire Général de CE a déclaré : « Dans l'Europe actuelle, les systèmes de protection sociale sont souvent inadéquats et parfois déstructurés. Des solutions innovantes sont nécessaires pour répondre aux demandes, en particulier celles d'une population vieillissante, pour un accès facile aux services de soins à domicile. »

Il a également ajouté : « Dans de nombreux cas les soins à domicile constituent la meilleure solution pour répondre aux besoins spécifiques de soins abordables, accessibles et professionnels, surtout pour les personnes âgées. »

Ont participé au Forum 60 personnes issues de 20 pays différents dont des représentants d'institutions politiques bulgares et d'autres pays européens, ainsi que des experts travaillant pour la communauté des ONG. Elles ont abordé le sujet de l'avenir des soins à domicile en Bulgarie et dans le reste de l'Europe. La Conférence s'est concentrée sur les conditions pour la création d'un cadre socio-économique facilitant l'organisation des services de soins à domicile.

En décembre 2003, CE a créé un groupe de travail spécial chargé des soins à domicile, très actif en 2005 et 2006, et qui a joué un rôle dans l'exploration et l'élaboration d'éventuels partenariats. Il a identifié les objectifs à moyen terme et est parvenu à organiser un certain nombre de réunions.

CE est convaincue que le réseau de soins à domicile dispose d'un énorme potentiel pour plaider avec force pour les besoins des bénéficiaires de tels services, particulièrement ceux les plus marginalisés et souvent oubliés des soins de santé institutionnels.

L'HISTORIQUE DU PROGRAMME DE SOINS A DOMICILE DE CARITAS BULGARIE

En 2000, Caritas Bulgarie a débuté des recherches relatives au Programme national de soins médicaux à domicile. Celui-ci visait à créer 10 centres pour offrir des soins médicaux et sociaux à domicile dans toute la Bulgarie.

En février 2002, le Programme de soins à domicile est lancé à Ruse et en septembre de la même année, à Rakovsky. Chaque centre emploie une équipe de trois infirmières qui effectuent les tâches suivantes : contrôler l'état du malade, administrer les injections nécessaires, prendre la tension, contrôler les niveaux de diabète, etc.

Les infirmières assurent également quelques tâches sociales en aidant pour le ménage, en vérifiant les dossiers médicaux des personnes invalides, en achetant les médicaments dans les pharmacies et en conseillant le malade et sa famille. Les centres de soins à domicile travaillent en étroite collaboration avec le médecin de famille du patient. Tous les services effectués sont rapportés et les statistiques reprises dans les dossiers.

Les patients pris en charge par les centres de soins à domicile sont des personnes seules, démunies et principalement âgées. Les maladies les plus fréquentes sont : l'hypertension, les attaques cérébrales, les cancers, les traumatismes et le diabète.

Les relations entre le patient, le médecin de famille et les centres de soins à domicile se font en toute confiance. Le malade apprécie également les soins fournis par les équipes de Caritas Bulgarie car ce sont souvent les seules personnes qui leur rendent visite.

NOUVELLES DES ORGANISATIONS MEMBRES

CARITAS LUXEMBOURG PRESENTE LE RAPPORT SUR LA PAUVRETE DE CARITAS EUROPA

« Migration, un passeport pour la pauvreté ? », le troisième Rapport sur la Pauvreté en Europe, officiellement paru le 19 juin 2006 à Bruxelles (voir page 4), a également été présenté par Caritas Luxembourg lors d'une conférence de presse à l'occasion de la Journée internationale des Réfugiés le 20 juin 2006 à Luxembourg. Etaient présents, M. Andrzej Waszczykowski, Président de la Commission sur la Politique sociale de Caritas Europa ; Erny Gillen, Président de Caritas Luxembourg ; Martina Liebsch, Présidente de la Commission Migration de Caritas Europa ; Christiane Welter, Représentante du Ministère luxembourgeois de la famille et de l'intégration et M. Robert Urbé, Coordinateur de la Confédération de Caritas Luxembourg.

Dans ce rapport, Caritas Europe édicte 9 recommandations afin de lutter contre la pauvreté dont sont victimes les migrants en Europe. Ces recommandations sont les suivantes : assurer la ratification et l'application de législations internationales et nationales et d'instruments légaux qui renforcent les droits des immigrants ; permettre l'immigration légale en matière d'emploi ; appliquer des mesures visant à l'insertion sociale des immigrants, dont des mesures ciblées si nécessaire ; renforcer les mesures relatives à l'éducation en tant que moyen puissant pour réduire la pauvreté ; éliminer les obstacles au parfait développement du potentiel des immigrants ; augmenter la participation des Fonds structurels de l'U.E. pour améliorer la situation des immigrants pour l'exercice financier 2007-2013 ; encourager et soutenir la participation des immigrants à la vie publique ; lutter contre la diabolisation de l'immigration en promouvant les avantages d'une politique d'immigration ouverte ; promouvoir la recherche au niveau européen sur la discrimination envers les immigrants en matière d'emploi, de logement, de soin de santé, d'éducation et de participation à la vie publique.

Ces recommandations constituent un cadre général pour le travail de plaidoyer des organisations nationales Caritas dans leur lutte contre la pauvreté. Chacune d'entre elles est invitée à suivre ce travail de plaidoyer adapté selon les conditions spécifiques à leur pays.

Le point sur les institutions et le travail de Plaidoyer

CARITAS EUROPA PUBLIE LE 3ÈME RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ - Par

Kimberly Bennett, *Stagiaire, Communication et Plaidoyer, Caritas Europa* kbennett@caritas-europa.org

Le 19 juin 2006 a marqué la publication du 3^{ème} Rapport sur la Pauvreté en Europe de Caritas Europa intitulé « Migration, un passeport pour la pauvreté ? » à la suite du succès des deux rapports précédents parus respectivement en 2001 et 2004. Ce nouveau rapport examine la situation socio-économique des 56,1 millions d'immigrants vivant en Europe, dont on estime que 5 millions résident sous statut irrégulier.

Cette publication a souligné cinq « pièges de la pauvreté » directement liés à la situation des immigrants en Europe. Ceux-ci ont trait aux secteurs de l'emploi, du logement, de la santé, de l'éducation et de la participation à la vie publique.

Les représentants d'Institutions européennes, d'ONG, de missions diplomatiques et de la presse internationale ont assisté à l'événement à Bruxelles. Marius Wanders, Secrétaire Général de Caritas Europa (CE) et Cristina Loghin, Présidente de CE ont accueilli quelques invités éminents. Ont présenté officiellement le rapport, Martina Liebsch, Présidente de la Commission Migration de CE et Directrice du Bureau de liaison de Caritas

Allemagne avec l'UE, et M. Andrij Waskowycz, Président de la Commission Politique sociale de CE et Président de Caritas Ukraine.

Les orateurs invités étaient Jérôme Vignon, Directeur de la Protection sociale et de l'Intégration de la DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances à la Commission européenne ; Sandra Pratt, Responsable adjoint du département Immigration et Asile de la DG Justice, Liberté et Sécurité à la Commission européenne ; Marie Panayotopoulos-Cassiotou, Membre du Comité sur l'Emploi et les Affaires sociales du Parlement européen et Verena Taylor, Directrice du Bureau de liaison du Conseil de l'Europe avec l'UE.

Le rapport montre des différences majeures entre la qualité de vie des immigrés et des non-immigrés, entre autres sur le marché du travail. L'OCDE indique que le taux de chômage des immigrés en 2003 en Belgique, en Finlande et en France dépassait les 18%, les immigrés étant plus susceptibles d'occuper des emplois peu qualifiés.

Malheureusement, le marché du logement n'offre pas davantage d'espoir aux immigrants. Bien qu'un grand nombre d'entre eux soient sans abris, la majorité se sont vus relégués dans des « zones d'immigrés » pauvres. Le secteur du logement de basse qualité est occupé à 10% par des Portugais, des Algériens et des Marocains ; 12% par des Turcs et 16% par des immigrants d'Afrique noire.

Confrontés à des conditions de travail et de vie déplorables, les immigrants, en particulier les

femmes, les enfants et les personnes âgées, sont davantage exposés à certaines maladies.

De plus, ils manquent souvent des informations nécessaires quant au lieu et à la façon d'obtenir des soins médicaux.

Caritas Europa accorde également beaucoup d'attention à l'accès à l'éducation pour les immigrés. Dans de nombreux cas, les étudiants immigrés et appartenant à des minorités se retrouvent dans les réseaux d'enseignement spécial. Les données montrent qu'il existe un lien entre les origines sociales, la migration et la réussite scolaire.

CE est persuadée que l'une des solutions pour arriver à lutter contre la pauvreté parmi les immigrants est de s'assurer de leur participation à la vie publique. Les nationaux de pays tiers vivent peut-être depuis de nombreuses années dans un pays européen, mais les barrières pour obtenir le droit de vote aux niveaux local, régional et national restent importantes. Le fait de ne pas avoir son mot à dire quant à l'administration de leur gouvernement aggrave leur appauvrissement.

Au travers des recherches importantes et de l'expérience de Caritas en matière d'immigration, il est évident qu'un nombre disproportionné d'immigrants vivent dans la pauvreté avec peu, voire aucune chance de voir leur situation changer. CE vise à influencer cette tendance en mettant à jour une situation véritablement grave en Europe.

LE TRAVAIL DE PLAIDOYER DE CARITAS EUROPA

CE participe à la Consultation du rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la Migration internationale et le Développement

Cette consultation de l'ONU fait partie du prochain Dialogue de haut-niveau de l'ONU sur la Migration internationale et le Développement qui se tiendra les 14 et 15 septembre 2006 à New York. Le but de cet événement est de discuter des aspects multidimensionnels de la migration internationale et d'identifier les moyens adéquats pour maximiser ses bénéfices de développement et minimiser ses effets négatifs. Le dialogue se concentrera également sur les mesures à réaliser, notamment le défi que constituent l'accomplissement d'accords sur le développement tels les Objectifs de développement du millénaire. Caritas espère que ce Dialogue de haut-niveau permettra le lancement d'une nouvelle ère de coopération durable sur la migration et le développement où la migration sera considérée comme un problème lié aux Droits de l'homme plutôt qu'un problème de sécurité.

La participation de Caritas Europa (CE) consiste à l'énonciation des commentaires et recommandations établis par Peter Verhaege, responsable chargé de la Migration en collaboration avec la Commission Migration de CE. Ceux-ci sont repris dans un document officiel de Caritas Internationalis intitulé : « Contribution à la Consultation du rapport du Secrétaire Général de l'ONU sur la migration internationale et le développement ».

Principaux commentaires de Caritas :

- L'objectif d'une connection entre le développement et la migration est de renforcer la lutte contre les causes principales de la pauvreté.
- Les réfugiés, les demandeurs d'asile et/ou les immigrants pour raisons économiques éprouvent des sentiments d'insécurité et d'injustice auxquels il faut tenter de répondre en aidant à l'amélioration des conditions de vie des locaux.
- Un cadre de l'ONU sur la migration doit se baser sur les droits de l'homme et inclure le soutien du cadre légal international pour la migration.

Recommandations de Caritas :

- Améliorer le respect des droits fondamentaux de l'homme pour tous en assurant la bonne gouvernance.
- Accroître l'efficacité de l'Aide au développement officielle, en se concentrant sur les besoins de base des personnes les plus vulnérables en assurant la cohérence des autres domaines politiques comme le commerce international avec les Objectifs de développement du Millénaire.
- Ratification et implémentation de la Convention internationale sur la Protection des droits de tous les travailleurs migrants et leur famille.
- Davantage de recherches sur l'efficacité du développement, la migration, l'intégration et les politiques de retour.
- Développer des politiques de migration de travail ainsi qu'une législation sécurisant la migration, et combattre la traite et l'exploitation des êtres humains.
- Considérer la régularisation des migrants sans papier comme un élément essentiel à une politique de migration globale.
- Faire davantage d'efforts pour développer l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil pour en faire des sociétés accueillantes.
- Considérer l'égalité des droits comme un outil puissant dans ce processus, ainsi que la promotion de l'égalité des chances.

Le point sur les événements et projets

« **LE SUCCÈS EST LA REALISATION PROGRESSIVE D'UN REVE QUI EN VAUT LA PEINE** » (DEXTER YAGER) - Par Iosefina-Cristina Loghin, Présidente de Caritas Europa - cloghin@caritas-europa.org

La Conférence Régionale de Caritas Europa était l'occasion idéale pour nos membres de discuter de la pertinence de l'enseignement social de l'Eglise pour notre réseau Caritas. La conférence a eu lieu à Mainz, 17 - 20 mai 2006.

Les débats se sont concentrés sur des questions relatives au modèle social européen, à l'aide humanitaire en cas de catastrophes majeures et aux moyens de combattre la traite des êtres humains d'après le point de vue de Caritas et de l'enseignement social de l'Eglise.

Lors de la session statutaire, Erny Gillen, Président de Caritas Luxembourg, a été élu Président de Caritas Europa pour le prochain mandat de 2007 à 2011. Kari-Mette Eidem, Secrétaire Générale de Caritas Norvège sera la nouvelle Vice-présidente. Marius Wanders a vu son mandat renouvelé pour le poste de Secrétaire Général de Caritas Europa.

Le prochain Bureau exécutif sera composé des représentants des organisations Caritas suivantes : Espagne, Ukraine, Allemagne, Slovénie, Italie, Norvège, France et Bulgarie.

Les délégués ont également choisi les organisations Caritas d'Italie, d'Espagne,

d'Allemagne et de Slovénie pour faire partie du Comité exécutif de Caritas Internationalis pour la période allant de 2007 à 2011.

La Slovénie (Ljubljana) accueillera la Conférence Régionale de 2008.

Lors de son discours, Denis Viénot, Président de Caritas Internationalis, a comparé l'enseignement social de l'Eglise à « une boussole » guidant notre travail de charité et de plaidoyer. Il a également comparé celui-ci à un moyen d'améliorer notre sens de la **dignité humaine**.

Le premier orateur, Robert Colbert, Directeur de la Mission Intégration, « Catholic Charities USA » a ouvert la conférence en présentant aux députés un discours intitulé : « *Quels sont les liens entre les principes de l'enseignement social de l'Eglise et les quatre principaux thèmes du Plan Stratégique de Caritas Europa ?* ». M. Colbert a souligné l'importance du travail de Caritas Europa, qui permet d'offrir **aide et espoir** à ceux qui sont peu confiants en leur avenir.

Le second orateur, le Dr Gerhard Kruip du « Forschungsinstitut für Philosophie » (Hanovre, Allemagne) a présenté le sujet suivant : « *L'enseignement social de l'Eglise face à l'histoire et au présent* ». Selon le Dr Kruip, l'éthique sociale, l'enseignement social et la doctrine sociale constituent les fondements de l'enseignement social de l'Eglise vécu par les chrétiens et reflété dans la tradition de l'Eglise catholique.

La Conférence à mi-mandat CONCEPT s'est ouverte par le discours du représentant de la Commission européenne, Walter Zampieri, qui a expliqué comment le programme de la Communauté contre le Pauvreté et l'exclusion sociale était appliqué depuis ces cinq dernières années et comment il serait remplacé par le nouveau programme PROGRESS. Ensuite, tous les partenaires Caritas participants à CONCEPT et leurs « jumeaux » ont illustré leur engagement dans le dialogue politique avec les autorités publiques sur l'insertion sociale. Cela a permis d'établir une première évaluation des réalisations dans le cadre du projet et des possibles améliorations.

Les Participants ont contribué de manière significative au développement des Principes de base pour un Système social durable (appelés « Liste de Principes »), adressés à toutes les organisations Caritas et devant former le fondement d'une politique sociale globale et cohérente. Cinq groupes ont été créés pour rédiger ce document.

Le contenu du Rapport sur la Pauvreté a été présenté aux participants, qui l'utiliseront comme un outil de plaidoyer envers leur gouvernement sur le domaine de la pauvreté et de la migration; une question très sensible dans tous les pays d'Europe, que ce soit les pays d'origine, de transit ou de destination. Des mesures sont nécessaires pour promouvoir la responsabilisation des migrants, et plusieurs objectifs devraient être atteints en ce qui concerne leur intégration dans les pays d'accueil avec une attention particulière sur 5 domaines principaux présentés dans le rapport :

Le débat « *Comment Caritas peut-elle transformer l'enseignement social de l'Eglise ? Comment Caritas peut-elle être transformée par l'enseignement social de l'Eglise ?* » a mis l'accent sur le courage dont doit constamment faire preuve Caritas et les autres organisations caritatives pour continuer à mener à bien leur mission. D'un côté, Caritas contribue au développement ultérieur de l'enseignement social de l'Eglise en fournissant des éléments pour constituer le futur cadre socio-éthique. Et d'un autre, l'engagement politique de Caritas doit se baser sur l'enseignement social de l'Eglise.

Mgr Segundo Tejado, représentant de « Cor Unum », a réalisé une présentation sur le thème de la nouvelle encyclique « Deus Caritas Est ». Faisant référence au paragraphe 31.a, où le Pape Benoît XVI parle de Caritas, Mgr Tejado nous a encouragés à être témoins de l'amour de Dieu dans nos vies et dans notre travail quotidien. Outre sa présentation, les prières et la célébration de la liturgie, les participants ont pu assister à la Messe sainte à la Cathédrale de Mainz où ils ont également eu le plaisir de fêter le 70^{ème} anniversaire de Son Eminence, le Cardinal Lehmann.

En tant que Président de Caritas Europa, ma gratitude pour cette Conférence Régionale va aux délégués et organisateurs, aux membres présents et absents à Mainz, ainsi que de manière générale à tous ceux qui prient pour que nous continuions notre mission inspirée par l'Esprit Saint.

l'emploi, le logement, la santé, l'éducation et la participation à la vie publique. Dans tous ces domaines, Caritas peut agir en tant que médiateur vis-à-vis de l'Etat et faire mieux connaître les droits des migrants. Sur la base de la nouvelle Stratégie de Plaidoyer de Caritas Europa, les participants ont examiné les différents modes de plaidoyer selon les recommandations du Rapport sur la Pauvreté.

Etant donné les besoins actuels de la population vieillissante d'Europe et l'engagement constant de Caritas dans les soins à domicile, la création d'un réseau au niveau de Caritas Europa dans ce domaine est très opportune. La Conférence sur les soins à domicile qui a eu lieu en mai dernier à Sofia a ratifié une « Proclamation sur les soins à domicile Caritas et le réseau Caritas de soins à domicile en Europe », établissant les principes de base pour une action future. Le Forum sur la Politique sociale était l'occasion idéale pour lancer les débats sur ce sujet.

Alors que l'Europe connaît la plus grande croissance pandémique du SIDA qu'elle ait jamais connue, le Forum a montré la différence que Caritas peut faire d'un point de vue éthique. Mettre l'accent sur la valeur universelle de la dignité humaine et lutter contre la stigmatisation sont des actions indispensables, à côté de l'assistance médicale et psychologique que Caritas offre déjà depuis longtemps au niveau local.

DEUXIEME FORUM SUR LA POLITIQUE SOCIALE DE CARITAS EUROPA - Par Adriana Opromolla, Responsable de la Politique sociale - aopromolla@caritas-europa.org

Le deuxième *Forum sur la Politique sociale* de Caritas Europa (CE) s'est tenu du 26 au 29 juin à Lourdes, en France. L'événement était organisé à la **Cité Saint-Pierre**, un centre pour pèlerins créé par le Secours catholique - Caritas France sur les magnifiques versants des Pyrénées, surplombant la ville de Lourdes. Tous les participants ont été ravis de l'accueil chaleureux des volontaires de la Cité Saint-Pierre.

Le Forum biennal est une occasion importante pour les responsables des questions sociales au sein des organisations membres de CE de se rencontrer et d'échanger leurs expériences. Le 1er Forum sur la Politique sociale à Sarajevo 2004 fut consacré aux sujets de la souffrance psychologique et de l'exclusion sociale.

L'objectif du Forum de cette année était de présenter les réalisations en matière de dialogue politique à la **Conférence à mi-mandat du projet CONCEPT**, afin de développer les **Principes de base pour un système social durable**, de présenter les conclusions et les recommandations du **Rapport sur la Pauvreté 2006** et de lancer une nouvelle **Stratégie de Plaidoyer** au niveau du réseau de la Politique sociale. La nouvelle action menée par CE en matière de **soins à domicile** et de **lutte contre le SIDA** a également été présentée.